

# In Extenso

**In Extenso IDF Audit**  
63 ter avenue Edouard Vaillant  
CS 80137  
92517 Boulogne Billancourt cedex

Tél. : 01 69 11 66 66  
Fax : 01 69 11 66 40  
[www.inextenso.fr](http://www.inextenso.fr)  
[www.reussir-au-quotidien.fr](http://www.reussir-au-quotidien.fr)

## **MISSION LOCALE DU VAL D'ORGE**

*Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901*

27, avenue de Brétigny  
91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS

---

### **Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31/12/2022

# **MISSION LOCALE DU VAL D'ORGE**

*Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901*

27, avenue de Brétigny  
91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS

## **Rapport du commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31/12/2022

Aux membres de l'organe délibérant,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Mission Locale du Val d'Orge relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons été conduits à vérifier l'existence et la correcte évaluation des produits de l'exercice concerné. Nous avons obtenu les éléments probants nous permettant de nous assurer du respect de ces principes comptables. Nos travaux ont notamment reposé sur le contrôle des notifications d'octroi de subventions et de leur encaissement effectif.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier adressé aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	3 467,66	1 448,36	2 019,30	1 785,59
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	168 224,13	85 866,88	82 357,25	10 679,78
	Immobilisations corporelles en cours				
ACTIF IMMOBILISE	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
ACTIF IMMOBILISE	Prêts				
	Autres immobilisations financières	14 625,00		14 625,00	14 625,00
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>186 316,79</b>	<b>87 315,24</b>	<b>99 001,55</b>	<b>27 090,37</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
ACTIF CIRCULANT	Avances et Acomptes versés sur commandes				11 270,10
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	68 933,74		68 933,74	311 285,33
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES</b>	1 484 606,23		1 484 606,23	1 371 409,12
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	25 997,57		25 997,57	1 940,44
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 579 537,54</b>		<b>1 579 537,54</b>	<b>1 695 904,99</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>	<b>1 765 854,33</b>	<b>87 315,24</b>	<b>1 678 539,09</b>	<b>1 722 995,36</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				14 625,00	14 625,00
(3) dont à plus d'un an					

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2022	31/12/2021
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	237 468,90	237 468,90
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	661 663,15	476 045,91
	Excédent ou déficit de l'exercice	303 515,38	185 617,24
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>1 202 647,43</b>	<b>899 132,05</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	721,50	2 984,57
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>721,50</b>	<b>2 984,57</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>1 203 368,93</b>	<b>902 116,62</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	126 617,00	131 867,00
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>126 617,00</b>	<b>131 867,00</b>
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	126 986,05	145 001,83
	<b>Total des provisions</b>	<b>126 986,05</b>	<b>145 001,83</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	303,11	
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 139,93	17 909,94
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	196 827,87	223 549,97
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	296,20	2 539,00
	Produits constatés d'avance		300 011,00
	<b>Total des dettes</b>	<b>221 567,11</b>	<b>544 009,91</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 678 539,09</b>	<b>1 722 995,36</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	303 515,38	185 617,24
	(1) Dont à moins d'un an	221 567,11	544 009,91
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	303,11	

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 575 845,38	1 409 312,72
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	41 600,64	83 069,50
	Utilisations des fonds dédiés	131 867,00	73 867,00
	Autres produits	11,10	3,77
Total des produits d'exploitation		1 749 324,12	1 566 252,99
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	222 620,08	217 377,57
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	72 661,67	55 422,16
	Salaires et traitements	713 869,00	689 714,74
	Charges sociales	298 717,94	264 109,68
	Dotation aux amortissements et dépréciations	9 609,52	4 218,49
	Dotation aux provisions	4 524,22	23 051,21
	Reports en fonds dédiés	126 617,00	131 867,00
	Autres charges	543,87	7,98
Total des charges d'exploitation		1 449 163,30	1 385 768,83
RESULTAT D'EXPLOITATION		300 160,82	180 484,16

# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

RESULTAT D'EXPLOITATION		300 160,82	180 484,16
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 091,49	394,44
	Total des produits financiers	1 091,49	394,44
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		1 091,49	394,44
RESULTAT COURANT avant impôts		301 252,31	180 878,60
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 263,07	212,50 4 526,14
	Total des produits exceptionnels	2 263,07	4 738,64
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		2 263,07	4 738,64
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 752 678,68	1 571 386,07
TOTAL DES CHARGES		1 449 163,30	1 385 768,83
EXCEDENT ou DEFICIT		303 515,38	185 617,24
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 1/Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

La Mission Locale du Val d'Orge est une association loi 1901 créée en 1990 pour favoriser l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire. Les Missions Locales sont les acteurs territoriaux des politiques de la jeunesse et les opérateurs de la mise en œuvre des dispositifs publics d'insertion sociale et professionnelle des jeunes pilotés par l'Etat et les Collectivités territoriales. Les missions locales font partie du service public de l'emploi et entretiennent des relations privilégiées avec Pôle emploi dans le cadre d'un partenariat renforcé. La Mission Locale du Val d'Orge assure des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans résidant sur les communes de Sainte-Geneviève-des-Bois, Saint-Michel-sur-Orge, Morsang-sur-Orge, Fleury-Mérogis, Villiers-sur-Orge, Villemoisson-sur-Orge, Longpont-sur-Orge, Le Plessis-Pâté et Epinay-sur-Orge.

L'action de la MLVO a pour finalité de renforcer l'autonomie des jeunes en répondant à leurs besoins sur les champs de l'emploi, la formation, la qualification, l'accès aux droits sociaux, la citoyenneté, le logement, la santé, le transport, la mobilité, l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs.

Dans une démarche d'accompagnement global et en adéquation avec la situation et le projet professionnel du jeune, la Mission Locale propose aux jeunes l'offre de services à laquelle ils peuvent avoir accès sur l'ensemble de leurs besoins. L'approche globale permet de lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active.

En partant des attentes et demandes du jeune, le conseiller référent élabore avec le jeune un parcours, en définissant des étapes et objectifs partagés et en mobilisant les ressources internes ou externes à la Mission Locale. Il accompagne le jeune dans toutes les démarches à entreprendre. Les modalités d'accueil et de suivi sont diversifiées et adaptées aux besoins et usages des jeunes : individuel, collectif, physique, téléphonique, digital...

La MLVO s'appuie sur le développement d'un partenariat avec les acteurs locaux du territoire : entreprises, centres de formation, établissements scolaires, associations, équipes de prévention, centres d'information et d'orientation, agences locales de Pôle Emploi, réseaux d'information jeunesse, services de la protection judiciaire de la jeunesse, les services sociaux.

Ce partenariat permet de proposer aux jeunes des réponses multiples et adaptées.

## 2/ Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 678 539 euros.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 1 752 679 euros et un total charges de 1 449 163 euros, dégageant ainsi un résultat de 303 515 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2022 et finit le 31/12/2022

Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

- Logiciels : 3 ans
- Installations générales : 3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 5 ans

## Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

## Autres informations

### 1/Article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.

Ce texte précise que la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doit figurer en annexe des comptes annuels, dès lors que l'association, reçoit plus de 50.000€ de subventions publiques.

La loi précitée ne précise pas la définition de la notion de « cadres dirigeants bénévoles et salariés ».

L'article 20 de la loi précitée fait référence à la notion de « cadres dirigeants ». Cette notion est différente de la notion de simple « dirigeant », puisqu'elle regroupe, conformément aux dispositions de l'article L3111-2 du Code du travail « les cadres aux quels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans l'entreprise ou leur établissement ».

La notion de « cadres dirigeants » est par conséquent intimement liée à la notion de « salarié ».

Au cas particulier de la Mission Locale du Val d'Orge, il est rappelé que les administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantages en nature.

La Mission Locale du Val d'Orge n'a éventuellement qu'un cadre dirigeant au sens de ce texte et il a été convenu pour préserver la confidentialité de la rémunération de ne pas publier cette information.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 2/ Honoraires Commissaires aux Comptes

Les honoraires du Commissaire aux Comptes ont été pour l'exercice 2022 de 4 536.00 € TTC.

## 3/ Effectifs

L'effectif de la Mission Locale du Val d'Orge est de 21 personnes au 31/12/2022.

## 4/ Contributions volontaires en nature

L'association n'a pas mis en place de système fiable de décompte et de valorisation des heures de bénévolat. Néanmoins, elle bénéficie de l'apport de 5 parrains.

La Mission Locale ne bénéficie pas de mise à disposition de personnel.

## 5/ Subventions d'investissement

Le règlement comptable ANC n°2018-06 ne contient pas de dispositions spécifiques relatives aux subventions d'investissement (SI), contrairement au règlement CRC n°1999-01 qui prévoyait un traitement comptable spécifique des subventions d'investissement en opérant une distinction en fonction du caractère renouvelable ou non, par l'entité des biens subventionnés. Il convient donc de se référer aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG.

Le règlement précité prévoit, pour les subventions d'investissement, le choix entre deux méthodes :

- soit elles sont inscrites immédiatement en produits exceptionnels ;
- soit elles sont inscrites en fonds propres et reprises au compte de résultat de façon échelonnée, au rythme des amortissements des biens subventionnés.

Il s'agit d'un choix de méthode comptable applicable de façon constante, agissant de manière rétrospective.

## 6/ Indemnités de départ en retraite

La provision pour indemnité de départ en retraite à la clôture de l'exercice est égale à 126 986.05 €. Ce calcul tient compte de l'ensemble des salariés présents au 31/12/2022 avec un taux d'actualisation de 3.75 %.

## 7/ Chèques mobilités

La valeur du stock de chèques mobilité était de 11 948 € au 31/12/2022 et le montant distribué au cours de l'exercice a été de 27 764 €.

## Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virement p.a.p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	2 078,06		1 389,60			3 467,66
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 078,06		1 389,60			3 467,66
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	37 050,85		46 138,24			83 189,09
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	55 906,79		33 992,86		4 864,61	85 035,04
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			44 422,24		44 422,24	
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		92 957,64		124 553,34		49 286,85	168 224,13
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DES TINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	14 625,00					14 625,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	14 625,00					14 625,00
TOTAL		109 660,70		125 942,94		49 286,85	186 316,79

## Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
			Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	292,47	1 155,89		1 448,36
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>292,47</b>	<b>1 155,89</b>		<b>1 448,36</b>
<b>CORPORELLES</b>	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal, agencement, aménagement divers	34 066,28	4 813,06		38 879,34
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	48 211,58	3 640,57	4 864,61	46 987,54
	Emballages récupérables et divers				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>82 277,86</b>	<b>8 453,63</b>	<b>4 864,61</b>	<b>85 866,88</b>
<b>TOTAL</b>		<b>82 570,33</b>	<b>9 609,52</b>	<b>4 864,61</b>	<b>87 315,24</b>

## Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS RELEMENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	122 461,83	4 524,22		126 986,05
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	22 540,00		22 540,00	
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>145 001,83</b>	<b>4 524,22</b>	<b>22 540,00</b>	<b>126 986,05</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>145 001,83</b>	<b>4 524,22</b>	<b>22 540,00</b>	<b>126 986,05</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			4 524,22	22 540,00	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2022
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>			<b>25 998</b>
DIVERS		223	
ATS - RNT PAREFEU	24/11/2022 24/11/2023	1 132	
BNP LEASE 1T23	01/01/2023 31/03/2023	1 302	
ASSO AMBITION 1T2023	01/01/2023 31/03/2023	6 500	
ITHEA BUREAU ETUDE 2023	01/01/2023 31/12/2023	14 538	
CIDJ 2023	01/01/2023 31/12/2023	789	
MANASOFT 1T23	01/01/2023 31/03/2023	176	
BNP LEASE 1T23	01/01/2023 31/03/2023	462	
RNT VEEAM BACKUP	23/11/2022 22/11/2023	344	
GROUPE RF SOCIAL	01/09/2022 31/08/2023	224	
ATS GARANTIE SERVEUR	01/06/2022 01/06/2023	193	
CERTIGNA 1095 JOURS	20/09/2022 20/09/2025	114	
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>25 998</b>

## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2022
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

--

## Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Total des Produits à recevoir		55 914
Autres créances		55 914
RBT ORG. SOCIAUX A REC.	3 972	
ETAT	30 047	
ETAT-SUBVENTIONS A RECEVOIR REGION IDF	11 895	
ETAT-SUBVENTIONS A RECEVOIR DEPT ESSONNE	8 000	

## Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2022

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>143 420</b>
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b> <i>INTERETS COURUS A PAYER</i>	<i>303</i>	<b>303</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b> <i>FOURNISSEURS FACT.N/PARVENUES</i>	<i>14 217</i>	<b>14 217</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b> <i>CONGES A PAYER</i> <i>CHARGES SOC /CONGES A PAYER</i> <i>UNIFORMATION</i> <i>CHARGES FISC.S/CONGES A PAYER</i>	<i>78 405</i> <i>29 433</i> <i>11 165</i> <i>9 897</i>	<b>128 899</b>

## Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2021	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2022
Fonds propres sans droit de reprise	237 468,90				237 468,90
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	476 045,91	185 617,24			661 663,15
Excédent ou déficit de l'exercice	185 617,24	(185 617,24)	303 515,38		303 515,38
<b>Situation nette</b>	<b>899 132,05</b>		<b>303 515,38</b>		<b>1 202 647,43</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 984,57			2 263,07	721,50
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>902 116,62</b>		<b>303 515,38</b>	<b>2 263,07</b>	<b>1 203 368,93</b>

## Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros	Fonds dédiés clôture 31/12/2021	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	131 867,00		131 867,00		126 617,00	126 617,00	
Subvention Etat - CPO dispositif CEJ							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	<b>131 867,00</b>		<b>131 867,00</b>		<b>126 617,00</b>	<b>126 617,00</b>	

--